

« L'Europe, entre paralysie et distraction »



Selon le philosophe allemand Jürgen Habermas, seule la transformation de l'Union européenne en démocratie supranationale est en mesure de lui permettre d'affronter la crise et la mondialisation



Certains intellectuels allemands ont exprimé récemment leurs doutes et leurs critiques face à l'état de marasme et à l'impopularité que subit la construction européenne. Le retour à l'Etat-nation est-il devenu inéluctable ? Les jours de la monnaie unique sont-ils comptés ? Le moteur franco-allemand n'est-il pas déchiré entre une Allemagne qui prône l'austérité et une France qui plaide pour l'investissement et la solidarité ? A 85 ans, le philosophe Jürgen Habermas, de passage à Paris, confie au *Monde* qu'il n'a pas perdu espoir dans l'unité européenne.

Un philosophe allemand, Edmund Husserl (1859-1938), a dit que le plus grand danger qui menaçait l'Europe était la lassitude. Est-ce le cas actuellement ?

Je ne voudrais certes pas établir de comparaison entre l'actualité politique présente en Europe et l'époque du nazisme. Pourtant, oui, le mot-clé de « lassitude » me paraît approprié : du point de vue aussi bien politique qu'économique, l'Union européenne, et en particulier la zone euro, est en train de sombrer dans une spirale de problèmes dont elle est

elle-même responsable – et nos gouvernements qui manquent autant de courage que d'imagination se contentent à chaque fois d'en pointer d'autres. L'ambiance de « lassitude » qui, depuis des années, sert d'amortisseur d'enthousiasme, je le caractériserais comme un mélange fatal de paralysie et de distraction.

Les intellectuels allemands deviennent-ils eurosceptiques ?

Les intellectuels publics en Allemagne ne s'intéressent guère à l'Europe – un thème trop compliqué et pas assez sexy. L'Europe – je le déplore – est resté un sujet universitaire cantonné au cercle étroit des juristes, des chercheurs en sciences sociales et des économistes. Quand la gauche critique la construction, la politique et la juridiction des institutions européennes, elle se focalise sur une division du travail entre l'Etat-nation et l'échelon européen, qui n'aboutit qu'à cimenter le modèle néolibéral. Je partage ces critiques. Toutefois, c'est l'apolitisme que je trouve dévastateur dans la réaction de nombreux collègues qui, à partir d'un diagnostic exact, recommandent le retour au pré carré national. En ce qui concerne la population allemande, je ne suis pas trop pessimiste. Les sondages montrent qu'il existe toujours en Allemagne une majorité proeuropéenne mobilisable, si seulement les élites politiques se décidaient à faire preuve de décision dans ce domaine. Mais au vu du pragmatisme sans perspectives que cultive Angela Merkel, il ne faut pas s'y attendre.

Que pensez-vous de ces mêmes voix de gauche qui préconisent l'abandon de l'euro ?

Un abandon de l'euro et un retour à la monnaie nationale constituent, aux yeux des économistes, un scénario catastrophe. En tant que sociologue, vu l'état avancé de l'intégration de nos sociétés et de nos économies nationales, je ne puis guère m'imaginer qu'une décartellisation aussi radicale puisse même encore être envisagée. Ce que les partisans de l'Etat-nation à gauche ne clarifient pas, c'est une simple conséquence. Avec la mondialisation économique, la politique a perdu, au cours des dernières décennies, sa marge de négociation face au marché, et elle ne pourra la reconquérir que par un regroupement à un niveau supranational. La seule voie de salut pour l'Etat social en Europe passe, à mon avis, par le passage de la monnaie commune européenne à une union politique.

Que pensez-vous de l'hégémonie allemande en Europe ?

Le leadership de l'Allemagne au sein des puissances européennes, qui lui a échoué pour des raisons démographique et économique, n'a été ni voulu ni non plus accepté comme tel. Si le gouvernement allemand avait joué le rôle d'une puissance à la fois dominante et responsable, il n'aurait pu exploiter les crises politiques des dernières années à son profit avec une telle absence de scrupules. D'un autre côté, la clé d'une sortie de crise est désormais à chercher avant tout auprès du gouvernement allemand lui-même : celui-ci aurait dû depuis longtemps lancer une discussion sérieuse sur les alternatives futures de l'Europe tout en développant sa propre perspective. Car après tout, l'intérêt bien compris

de l'Allemagne serait que l'Union adopte une forme dans laquelle un leadership ne soit ni possible ni même nécessaire.

Pensez-vous que le « moteur » franco-allemand soit durablement en panne ?

Le couple franco-allemand qui, par une initiative commune, est seul en mesure de faire sortir l'UE de l'ornière, est selon moi sérieusement enlisé. Une coordination institutionnelle des politiques fiscale, économique et sociale, qui ne relève jusqu'alors que de décisions nationales – donc de ce « gouvernement économique européen » que la France appelle depuis longtemps de ses vœux –, ne saurait être obtenue par des moyens technocratiques. L'indispensable transfert de souveraineté à un niveau européen requiert un contrôle démocratique, donc une inflexion de la balance en faveur du Parlement européen. Hélas, je ne vois aucun Churchill, aucun politicien qui aurait les épaules suffisantes pour mettre une telle mutation en branle.

Croyez-vous encore possible de remotiver la construction européenne par une discussion constitutionnelle ?

Le prochain pas à faire ne serait pas une réforme constitutionnelle abstraite, mais que les partis se décident à familiariser enfin leurs sympathisants avec un projet que les élites politiques font passer par-dessus leur tête depuis plus d'un demi-siècle. Les hommes politiques ne devraient pas craindre la bagarre. Ils devraient retrousser leurs manches et, devant leurs opinions publiques, mettre à l'ordre du jour de leurs nations respectives les alternatives qui s'offrent aujourd'hui à l'Europe. Il faudrait conclure une alliance entre partis proeuropéens dans chaque pays. Il est vrai qu'une telle « grande coalition » européenne est déjà difficile à envisager en Allemagne. Encore plus en France, où le fossé entre droite et gauche est si profond... Mais aujourd'hui – face au Front national –, que signifie encore « la droite » ?

Comment imaginer le fédéralisme supranational que vous appelez de vos vœux ?

Le débat sur la transformation de l'UE en une démocratie supranationale, auquel je participe, est une controverse du type de celle qui préoccupe les constitutionnalistes. L'UE ne doit pas prendre, comme le pensent les « fédéralistes », la forme d'un Etat fédéral comme le sont les Etats-Unis, la Suisse ou l'Allemagne. Les citoyens doivent pouvoir être assurés que l'Union européenne ne se transformera pas en un redoutable super-Etat qui, déjà dans leur sphère nationale, a atteint un niveau dangereux pour la liberté et l'égalité.

La découverte de textes antisémites dans les « Cahiers noirs » du philosophe allemand Martin Heidegger (1889-1976) a suscité un certain émoi en France. Qu'en avez-vous pensé ?

Ce que j'ai lu sur les « Cahiers noirs » dans les recensions est à soi seul accablant ; mais il n'y a pas vraiment de surprise. La réception de Heidegger en France après 1945 a été dès le

début, dès la traduction par Jean Beaufret de la *Lettre sur l'humanisme* (Aubier, 1957), déplorablement biaisée – bien jouée du côté de Heidegger, naïve du côté des lecteurs français ! Mais cela aussi a à voir avec notre problème européen : avec la pluralité et la méconnaissance réciproque de nos langues.

Depuis 1953 au plus tard, c'est-à-dire depuis la publication des conférences de Heidegger datant de 1935, *L'Introduction à la métaphysique* (Gallimard, 1967), nul lecteur germanophone ne pouvait plus se méprendre sur l'imprégnation fascistoïde du jargon heideggerien. Il a bien été un nazi. Mais le plus terrible pour nous, les étudiants qui tous étions jadis exposés à son influence, fut le fait que Heidegger n'a jamais publiquement pris ses distances avec son passé nazi – même pas quand son ancien élève Herbert Marcuse l'a incité à le faire, quelques années après la guerre.

Propos recueillis par Nicolas Weill

Jürgen Habermas, né à Düsseldorf en 1929, est l'un des philosophes et intellectuels allemands actuels les plus importants. Elève de Theodor Adorno et de Max Horkheimer, il double ses travaux philosophiques d'une approche sociologique, et son nom est associé à la deuxième époque de l'école de Francfort. Théoricien de l' « éthique de la discussion », du « patriotisme constitutionnel », il a développé une philosophie au carrefour de la morale, de la politique et du droit. Il intervient souvent dans le débat public, notamment dans la confrontation avec le passé nazi, les questions éthiques liées au progrès de la génétique et la défense obstinée de la construction européenne.

© Le Monde